

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 26/11/2020

Reçu en préfecture le 26/11/2020

Affiché le

SLO

ID : 026-212601983-20201120-20201119\_101D-DE

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 19 novembre 2020  
Régulièrement convoqué le 13 novembre 2020

Le 19 novembre 2020 à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Pauline CABANE, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Mathilde CONTAT, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

**Pouvoirs :** Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir Mme Ghislaine SAVIN), M. Nicolas DELOLY (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON)

**Secrétaire de Séance :** Mme Demet YEDILI

## 1.01 - POSTE DE DIRECTEUR (-RICE) DU CENTRE SOCIAL COLUCCI - OUVERTURE AUX AGENTS NON TITULAIRES

**Madame Ghislaine SAVIN, Adjointe au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :**

Conformément à l'article 34 de la Loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

L'article 3-3,2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée dispose que des emplois permanents peuvent être occupés par des agents contractuels lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et lorsque aucun candidat fonctionnaire n'a été retenu sur le poste ouvert.

La ville de Montélimar dispose d'un Centre Social Municipal situé sur le quartier de Pracomtal. Ce poste est rattaché à la Direction des Solidarités. La directrice du Centre Social Municipal Michel Colucci a quitté ses fonctions en mars 2020.

Un processus de recrutement a été mis en place en vue de pourvoir ce poste. Néanmoins, aucun fonctionnaire n'a pu être recruté sur ce poste.

Par délibération en date du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a ouvert le poste sur la grille indiciaire des animateurs territoriaux, catégorie B.

Considérant le niveau de recrutement et de responsabilité associé à ce poste, il convient de modifier les conditions de recrutement comme évoqué ci-après.

Aussi, il est proposé, conformément à l'article 3-3,2° de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, de pourvoir ce poste par un agent contractuel de catégorie A, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2020, pour une durée maximale de trois (03) ans, à temps complet.

Le(la) candidat(e) retenu (e) devra justifier d'une formation supérieure de niveau II des carrières sociales, de l'animation sociale, du développement local et de l'insertion sociale. Il (elle) devra être fort(e) d'une expérience significative et reconnue en matière de direction d'établissement de même taille et sera rémunéré(e) sur la grille indiciaire des attachés territoriaux, filière administrative. Cette rémunération sera assortie du régime indemnitaire en vigueur à la ville de Montélimar.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 3-3,2° et 34,

Vu le tableau des effectifs,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

### DÉCIDE :

- **D'ABROGER** la délibération n°3.03 en date du 30 juillet 2020,
- **D'APPROUVER** la création du poste contractuel de directeur(-rice) du Centre Social Municipal Colucci tel que défini ci-dessus,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**

Ont signé les membres présents,  
Suivent les signatures.

### POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 20 novembre 2020

Pour le Maire, par délégation  
L'Adjointe au Maire

Ghislaine SAVIN